

Commission d'accès à l'information du Québec

Dossier : 100 38 07

Date : Le 10 janvier 2014

Membre : M^e Alain Morissette

M. A...

Plaignant

c.

CLUB DE GOLF BELOEIL

Entreprise

DÉCISION

OBJET :

RECOMMANDATION émise en vertu de l'article 83 de la *Loi sur la protection des renseignements personnels dans le secteur privé*¹ pour l'application d'une mesure corrective propre à assurer la protection des renseignements personnels.

[1] La Commission d'accès à l'information (la Commission) est saisie d'une plainte déposée le 5 décembre 2011 par monsieur A... (le plaignant) concernant la transmission à un tiers par le dirigeant du Club de golf Beloeil (l'entreprise) de renseignements personnels le concernant, et ce, sans son consentement.

[2] Au terme de l'enquête effectuée et après avoir fourni l'occasion à l'entreprise de présenter ses observations, la Commission rend la décision suivante.

¹ L.R.Q., c. P-39.1, ci-après appelée la «Loi sur le privé».

FAITS :

[3] Le plaignant pratiquait le golf et était un membre actif de l'entreprise entre 2007 et 2011, laquelle avait recueilli et détenait certains renseignements personnels le concernant.

[4] Le 11 juin 2010, une citation à comparaître est émise à l'endroit d'un représentant de l'entreprise l'enjoignant de se présenter le 18 juin suivant devant la Commission des relations du travail afin de témoigner dans une cause opposant un particulier à la Ville de Saint-Basile-Le-Grand.

[5] De façon contemporaine, un représentant de l'entreprise communique avec l'avocat ayant signifié le *subpoena* en question. L'avocat l'avise qu'il souhaite obtenir la liste des départs de golf du plaignant pour une période donnée et l'informe qu'une communication anticipée de cette liste, avant la tenue de l'instance, simplifierait les obligations de l'entreprise.

[6] En raison de ce qui précède, le directeur général de l'entreprise à cette époque, monsieur B..., accepte de transmettre à l'avocat un document répertoriant l'ensemble des départs de golf du plaignant entre les 23 avril et 30 octobre 2009. Les informations suivantes y apparaissent : le nom du plaignant, ses scores, les dates de chacun de ses départs, l'identification de ses parcours, l'heure du début des parties, une mention de réservation et la durée des parties.

[7] Le 5 décembre 2011, le plaignant informe la Commission qu'il n'a pas consenti à la transmission de ces renseignements le concernant. Il estime qu'il s'agit d'une violation de son droit à la vie privée et requiert l'intervention de la Commission à cet égard.

[8] Le 13 juillet 2012, l'analyste-enquêteur de la Commission achemine au nouveau directeur général de l'entreprise, monsieur C..., une copie de cette plainte et l'invite à lui fournir sa version des faits tout en requérant la politique de confidentialité de l'entreprise en matière de protection des renseignements personnels.

[9] Le 3 septembre 2012, monsieur C... donne suite à cette requête en transmettant à la Commission sa version écrite des événements.

Version de l'entreprise :

[10] Dans sa correspondance du 3 septembre 2012, monsieur C... énonce qu'il n'occupait pas le poste de directeur général de l'entreprise à l'époque pertinente à la survenance des faits et circonstances relatés précédemment. Néanmoins, il est en mesure de confirmer que l'entreprise avait effectivement reçu une citation à comparaître sommant l'un de ses représentants de se présenter devant la Commission des relations du travail le 18 juin 2010.

[11] Après avoir communiqué avec l'avocat ayant notifié le *subpoena*, monsieur B... a décidé de lui transmettre un document répertoriant les données liées aux départs de golf du plaignant pour la saison 2009. Par ailleurs, l'avocat en question avait mentionné que son client avait une connaissance assez précise des habitudes de jeu du plaignant.

[12] Par la suite, un employé de l'entreprise s'est présenté à l'audience du 18 juin 2010. À sa connaissance, la liste préalablement communiquée n'a pas été déposée au tribunal.

[13] En ce qui concerne le volet de la demande de l'analyste-enquêteur relatif à la politique de confidentialité de l'entreprise, monsieur C... mentionne qu'il n'en existe aucune, mais que l'organisation s'efforce de préserver le caractère confidentiel des renseignements sensibles qu'elle collecte.

[14] Monsieur C... estime que la liste des départs de golf des membres de l'entreprise ne contient pas d'information sensible puisque ces mêmes membres ont un accès au site Internet de l'entreprise pour réserver leurs départs et inscrire leurs résultats. Ceci leur permet de prendre connaissance des données fournies par les partenaires de jeu. De plus, les grilles journalières de jeu sont accessibles à tous les membres et demeurent affichées sur le site pendant plusieurs jours.

[15] Il conclut au caractère public de ce genre de renseignements.

Rapport d'enquête et avis d'intention :

[16] Au mois de décembre 2012, l'analyste-enquêteur de la Commission rédige un rapport factuel faisant état de l'objet de la plainte déposée, de la version respective des parties, des constats observés et de l'analyse de la situation. Une copie de ce rapport est acheminée à l'entreprise.

[17] Le 28 août 2013, le soussigné notifie à l'entreprise un avis d'intention réitérant la nature de la plainte déposée à la Commission et l'invitant à lui fournir d'autres observations justifiant sa position adoptée dans le présent dossier à l'égard de la transmission à un tiers des renseignements personnels du plaignant.

[18] Le 26 septembre 2013, le nouveau directeur général de l'entreprise y donne suite. Le contenu de sa correspondance se lit comme suit :

« Je suis M. D... nouveau directeur au Club de Golf Beloeil. Je prends connaissance du dossier dans lequel vous avez émis un avis d'intention.

Je tiens à souligner, j'espère de ne pas être redondant, que l'ensemble des membres du club de golf Beloeil ont accès à un site internet supporté par le logiciel GGGOLF. Ce logiciel a un accès limité aux membres et ne peut être consulté que par ceux-ci. Chaque membre est conscient que son abonnement donne aux autres membres un # accès à ses scores à son handicap, et autre éléments golifiques comme les temps de jeux et l'historique des départs.

Pour y avoir accès il faut être membre en règle du club et de ce fait il s'agit à notre avis d'un accès limité. Mais l'organisation des événements du club, l'inscription du membre à des tournois tels les interclubs, les matchplays militent en faveur de cette diffusion à l'intérieur des membres.

À l'époque des faits M. A... et M. E... était tous deux membres du club. Les deux pouvaient avoir accès aux informations de l'autre. Il s'agit d'un avantage entre membre pour le fonctionnement du club. À notre humble avis les renseignements demandés par le procureur sont des renseignements d'office autorisés par l'adhésion d'un individu à un club de golf privé.

De plus l'assignation à comparaître du DG de l'époque dans le cadre d'un conflit rend obligatoire la divulgation des renseignements demandés. Comme l'information divulguée était de toute façon accessible à l'autre partie via le site est-ce que ces renseignements aurait dû être protégés ? Les protégés viendraient modifier le fonctionnement interne d'un club privé.

Même si le subpoena du procureur de M. E... ne comportait pas d'élément inscrit dans la section ET D'APPORTER : l'avocat avait communiqué avec l'ancien Dg pour l'informer de ses besoins. Peut-on reprocher à l'ancien Dg de répondre à l'ordre de la cour ?

Voilà les quelques commentaires que nous voulions ajoutés au dossier.

M. D... » [sic]

[19] Ceci complète les éléments factuels soumis à l'attention de la Commission en regard du traitement de la plainte dont elle est saisie.

ANALYSE :

[20] L'article 13 de la Loi sur le privé édicte certaines normes auxquelles doit se soumettre toute entreprise en matière d'utilisation et de communication de renseignements personnels contenus dans un dossier qu'elle détient. Cette disposition législative est libellée comme suit :

13. Nul ne peut communiquer à un tiers les renseignements personnels contenus dans un dossier qu'il détient sur autrui ni les utiliser à des fins non pertinentes à l'objet du dossier, à moins que la personne concernée n'y consente ou que la présente loi ne le prévoie.

[21] Quant à la notion de renseignement personnel, celle-ci est définie à l'article 2 de cette même loi :

2. Est un renseignement personnel, tout renseignement qui concerne une personne physique et permet de l'identifier.

[22] Après avoir pris connaissance des informations contenues sur la liste que l'entreprise a communiquée à un tiers vers le mois de juin 2010, la Commission conclut que ce document renferme effectivement des renseignements personnels concernant le plaignant au sens de l'article 2 précité. Son nom et les détails relatifs à la fréquence ainsi qu'à la durée des parties de golf qu'il a jouées lors de la saison 2009 sont des renseignements qui entrent dans cette catégorie. Ces renseignements le concernent et permettent de l'identifier.

[23] Or, l'article 13 de la Loi sur le privé prévoit que nul ne peut communiquer à un tiers les renseignements personnels qu'une entreprise détient à moins que la personne concernée n'y consente, ce qui n'est pas le cas en l'espèce.

[24] Ainsi, force est de conclure que l'entreprise n'a pas respecté son devoir de discrétion que lui impose la loi.

[25] Pour expliquer son geste, l'entreprise soumet essentiellement quatre arguments. Premièrement, elle est d'avis que l'assignation en 2010 d'un de ses représentants par citation à comparaître l'obligeait à agir de la sorte afin de respecter un ordre de la Cour. Deuxièmement, l'entreprise considère que le fonctionnement interne, auquel a adhéré le plaignant en s'inscrivant à titre de membre actif du club, s'assimile à une renonciation de sa part à la confidentialité des renseignements qu'il rendait disponibles sur le site Internet de l'entreprise. Troisièmement, elle estime que l'information réclamée était déjà accessible au client de l'avocat, auteur du *subpoena*, puisque cette personne était également un membre actif du club de golf. Ainsi, l'entreprise ne lui aurait rien communiqué de plus qu'il ne connaissait déjà. Finalement, il semble que la liste en question n'ait pas été déposée au tribunal.

[26] Ces prétentions sont mal fondées et ne peuvent justifier la transmission non autorisée de renseignements personnels que l'entreprise avait l'obligation de protéger.

[27] En ce qui concerne la réception d'une citation à comparaître, celle-ci somme le témoin de se présenter devant le tribunal compétent, mais ne l'autorise aucunement à transmettre à l'avance un renseignement personnel. Il appartient au juge qui préside l'audience de disposer de l'admissibilité en preuve d'un élément requis par un procureur. Ainsi, il est inexact de prétendre que l'entreprise devait obéir à un ordre de la Cour en communiquant à l'avance le document réclamé par le procureur. Cette conduite dénote une incompréhension de la portée et des conséquences réelles d'une citation à comparaître.

[28] Quant au deuxième point soulevé par l'entreprise, à savoir que le plaignant aurait implicitement adhéré aux règles de fonctionnement de l'entreprise relativement à la publicité de certains renseignements personnels le concernant, la Commission ne partage pas ce point de vue. Une renonciation à un droit aussi fondamental se doit d'être exprimée de façon plus claire, ce qui n'est pas le cas en l'espèce. Par ailleurs, le fait d'avoir accès aux départs des partenaires de jeu sur le site Internet de l'entreprise pendant quelques jours est une chose; la transmission à un tiers, environ un an plus tard, de l'ensemble des données

relatées précédemment sur un document dans le cadre d'un litige en est une autre. Les fins poursuivies se distinguent et la divulgation des renseignements dans un tel contexte ne peut se justifier dans les circonstances.

[29] Le troisième volet abordé par l'entreprise n'est pas plus valable. La détention préalable, le cas échéant, par un tiers de renseignements personnels concernant le plaignant n'autorise aucunement leur transmission lorsque celle-ci est par ailleurs prohibée vu l'absence de consentement de la personne impliquée.

[30] En dernier lieu, l'omission du dépôt en preuve de la liste en question devant le tribunal n'a aucune incidence sur la légalité ou non de la divulgation antérieure de renseignements à caractère confidentiel alors même que son détenteur a l'obligation d'en assurer l'inaccessibilité par des tiers.

[31] En vertu de l'article 83 de la Loi sur le privé, la Commission peut ordonner ou recommander à l'entreprise l'application de toute mesure corrective propre à assurer la protection des renseignements personnels.

[32] Considérant que les agissements de l'entreprise semblent refléter davantage une méconnaissance de ses obligations et des droits corollaires du plaignant en matière de protection des renseignements personnels, la Commission estime que le remède approprié dans les circonstances se limitera à lui recommander la mise en place de mesures afin d'éviter que ce genre de situation ne survienne de nouveau.

[33] Conséquemment, la Commission invite l'entreprise à se doter, dans un délai raisonnable, d'une politique interne relative à la protection des renseignements personnels qu'elle collecte et utilise.

POUR CES MOTIFS, LA COMMISSION :

[34] **DÉCLARE** la plainte fondée;

[35] **RECOMMANDE** à l'entreprise de se doter dans un délai de six mois de la réception de la présente décision d'une politique de confidentialité des renseignements personnels qu'elle détient sur autrui.

ALAIN MORISSETTE

Juge administratif